

Quand, lors et après le procès d'Adolf Eichmann, Hannah Arendt parut avoir lié, comme rarement, journalisme et philosophie, elle évoqua les propos du criminel nazi, lequel, pour justifier sa participation à un crime de masse, contre l'Humanité, avait invoqué la figure de Kant et son impératif catégorique - un énième propos scandaleux d'un nazi. Bien que la « justification » par Eichmann soit inepte et méprisante, il fit ainsi revenir à la vie de la mémoire la figure du penseur de Königsberg, alors que le nazisme avait été la négation radicale de cette pensée et de cet impératif catégorique. Mais cette évocation/invocation ne conduisit pas Hannah Arendt à une introspection, à l'examen des comportements et des décisions de l'enseignement universitaire allemand, avant 1933, en 1933 et après, bien que le cas de Martin Heidegger, son célèbre mentor, professeur, et amant (!), soit, à ce sujet, devenu célèbre après la guerre, pour ses compromissions avec le régime nazi (et, depuis la publication des « carnets noirs », les révélations sur son soutien total à ce régime). Or, si le comportement de Heidegger est bien connu, il en alla de même pour tant de « professionnels » de la Philosophie - et des historiens ont démontré la présence et l'influence de tant d'intellectuels dans le régime nazi, universitaires, juristes, ingénieurs, médecins... Et, dans les années 30 et pendant la seconde guerre mondiale, que fit Hannah Arendt ? Certes, clairement menacée par le régime nazi, elle a immédiatement fui l'Allemagne, mais, réfugiée à Paris dans un premier temps, elle travaille au service d'une des plus grandes fortunes de son temps, et consacre son temps à concevoir un « foyer judéo-arabe » en Palestine. Et, réfugiée aux Etats-Unis pendant la seconde guerre mondiale, elle travaille pour vivre, mais ne se fait pas entendre. Or, une fois que les menaces, nazies, mussoliniennes, japonaises, étaient enfin à terre, s'exprima-t-elle sur et contre ces intellectuels, et notamment ces intellectuels allemands, qui firent, avant la guerre, de si terribles et mauvais choix ? Non : pire encore, comme Emmanuel Faye l'a rigoureusement démontré dans un ouvrage cathartique, « *Arendt et Heidegger. Extermination nazie et destruction de la pensée* », elle n'hésita pas à prendre la plume pour défendre des universitaires allemands qui ont continué à travailler sous le nazisme et qui ont soutenu le régime (1).



Pourtant, de la fin du 18ème siècle, période pendant laquelle Kant vivait et rédigeait ses célèbres critiques, jusqu'à ce début du 20ème siècle, la pensée philosophique avait conquis une position institutionnelle, connue et reconnue, en France, en Allemagne, en confirmant les vieilles chaires universitaires moyenâgeuses, les premières classes de l'Académie et du Lycée. Et dans cette Europe, éclairée par de telles « Lumières », prétendues, les oeuvres de Kant étaient devenues célèbres, étaient très lues et commentées. Mais quand le fascisme dressa son mur de fer contre les révolutions, sociales, communistes, quand il menaça, de guerres en Europe et de guerres civiles dans les pays dominés par, la pensée philosophique, pensée politique, les professionnels de « la Philosophie » restèrent, principalement, silencieux, ou faibles, superficiels et pour un Jean Cavaillès, un Georges Politzer, un Vladimir Jankélévitch, il y eut beaucoup trop de « spécialistes en Philosophie » qui n'eurent rien à dire ni à faire (il a fallu attendre 1947 pour qu'une association de professeurs de Philosophie soit créée).

Autrement dit : en amont d'un projet criminel, génocidaire, la pensée philosophique en Europe fut, principalement, vide, ou ridicule, et pendant son exécution, les résistants contre, furent rares. Et après, alors même que l'arme atomique ajoutait d'autres morts, de masse, la pensée philosophique resta également plutôt silencieuse - comme estomaquée. Les célèbres mots de Paul Valéry et d'Albert Camus, tenus après la fin de cette période si cauchemardesque, la déflagration des deux explosions atomiques, sont souvent cités, et pourtant, ils furent eux aussi d'une superficialité, si réduits, si peu disants. Face à la brutalité, les penseurs, adeptes, des dialogues raisonnés et de la raison tout court, étaient restés, comme les autres, soumis, dépendant qu'une autre brutalité terrasse la première. Il est certain que, face à l'homme qui vocifère et qui menace, de mort, l'appel à la conscience de la loi morale est de peu d'effet : l'intentionnel criminel n'entend pas, ne voit pas, ne mesure pas, mais pris dans un récit motivant, il est un agent qui, littéralement, exécute. Et, comme la télékinésie n'est pas dans les capacités des uns et des autres, il est difficile d'arrêter une brute motivée - il faut qu'une autre brutalité agisse.

C'est donc en amont, que la pensée philosophique était appelée à exister, agir, faire effet. Or, de 1492 à aujourd'hui, alors que l'Europe devenait le continent de tous les crimes, extérieurs COMME intérieurs, la pensée philosophique se réduisit au rôle de spectatrice, qui commente les élégances et les horreurs, comme s'il y avait une fatalité contre laquelle rien ne pouvait empêcher les tragédies. La passivité fut le refuge des lâches et des complices. Il y eut les lecteurs des journaux, ces Hégéliens, qui préférèrent diviniser l'Histoire du monde, avec « l'Esprit », et certains crurent être assez cultivés pour s'abandonner au culte du fait accompli, même horrible. Et comme désormais, la position du commentateur est médiatisée, par des chaînes de télé, radio, les hégéliens de nos jours peuvent croire que, de la Raison à l'oeuvre dans l'Histoire, il y a toujours plus de raisonnants-philosophes : les satisfactions faciles sont convaincantes, même si elles ne sont pas honorables. Et maintenant, alors que d'autres crimes sont commis, notamment par le même Etat qui a jugé Adolf Eichmann, le même silence et la même passivité résonnent, sévèrement.

C'est qu'il ne suffit pas d'être un(e) professionnel(le) de la pensée philosophique pour connaître et prendre au sérieux, cette pensée, son Histoire. A notre époque, il n'est pas rare d'entendre, lire, certains de ces « professionnels », tenir des propos ridicules, sur et contre Platon - bien que, avec Socrate, il ait ouvert la voie dans laquelle ils se situent, existent, tant au niveau du cadre intellectuel général, qu'au niveau pratique, par le travail scolaire. Ce sont souvent les mêmes qui n'hésitent pas à donner dans la réflexion binaire simpliste, en considérant que cette invitation au respect envers l'auteur des Dialogues repose sur un culte, une incitation à être/devenir, « platonicien ». Or la pensée platonicienne a clairement anticipé les dérives européennes, si clairement manifestées après 1492, et s'y est tout aussi clairement opposée, et ce par une pensée globale, politique, culturelle, destinée à faire baisser de manière drastique la violence au sein de la cité grecque, et la violence entre les Grecs et les « Barbares », puisque les recommandations platoniciennes visaient à promouvoir des communautés humaines capables de se défendre - pas organisées pour agresser - une spécialité grecque, tragique ! Le premier livre de « la République » est rarement mis en perspective : pourtant, par son dialogue avec une famille de marchands d'armes, explicitement sans aucune morale, explicitement motivés par l'intérêt familial, clanique, et ce même si cet intérêt n'est pas dans l'intérêt des autres citoyens, de la Cité, Platon met en avant un nouveau type d'humains, inexistants, inconnus, jusqu'à son époque, les égoïstes, cyniques, profiteurs des maux sociaux.

Qu'importe les injustices, pourvu qu'il y ait l'ivresse de l'enrichissement familial, clanique : or, depuis 1492, clairement, l'Europe a fait subir, fait subir au monde entier, cette pensée-violence, avec Machiavel pour premier, édifiant et terrible, héraut. Face à des « réalistes » (pseudo), la pensée philosophique répond par : une AUTRE réalité est possible, est désirable, souhaitable, et nous ne devons pas nous soumettre à la dictature du mauvais-fait accompli : celui-ci n'est pas divin, nécessaire, celui-ci n'est jamais une TINA, bien que ses propagandistes l'affirment. Et c'est pour cela que, face à la « real politik » européenne, cette formule qui dit autrement, la « politique », de puissance, impériale, si peu réaliste (dont le nazisme aura été l'ultime avatar, lui qui prétendait pouvoir et devoir faire la guerre à la terre entière), la pensée kantienne a rappelé à l'existence d'une AUTRE politique, par l'existence et l'usage de l'impératif catégorique : qu'est-ce qui peut être conçu et défendu, en tant que « législation universelle » ? Or, si, en Europe, ce principe des principes avait été suivi, respecté, avait inspiré une politique, dans tel ou tel pays, l'Histoire des deux derniers siècles en aurait été changée. Si on comprend que tant ait prétendu pouvoir et devoir ignorer cet impératif, qui dit tellement plus et mieux que l'article 4 de la « Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen », selon lequel « La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui : ainsi, l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi » (alors que la liberté consiste, au contraire, à pouvoir faire tout ce qui nuit à autrui !), puisqu'il bloquait leurs désirs-violents, il faut se demander pourquoi des professionnels de « la Philosophie », dont certains se dirent même « kantien », ne s'emparèrent pas de cet impératif afin de construire, sur, une pensée politique, un projet politique, une « fédération » des citoyens européens engagés par et pour un véritable « universel ».

Paru un an avant le début du processus révolutionnaire en France, le livre, « *Critique de la Raison Pratique* », aurait permis de protéger ce processus, en l'empêchant de se contredire, nier, et ainsi, de disparaître, comme il aurait permis d'éviter toutes les aventures criminelles, le pillage par les guerres et par la colonisation démultipliée (elle était déjà commencée depuis trois cent ans). Ainsi, aujourd'hui, les Français ne se verraient pas confronter à une requête/exigence, bien compréhensible et légitime, de remboursement du paiement par Haïti, d'une « dette », une fiction inventée par les esclavagistes pour obtenir, via les finances publiques, d'être ENCORE payés pour leur crime, l'esclavage. Sans colonisation de l'Algérie, il n'y aurait pas eu de « guerre d'Algérie », cette décolonisation obtenue par la force et par tant de vies perdues. L'Histoire de l'Europe aurait pu connaître une véritable « renaissance », devenir saine. Ce qui était possible a été assassiné par des esclavagistes - et la pensée philosophique, avec Kant, permettait de les empêcher, là où la pensée hégélienne s'est faite seulement l'ombre de ce réel/criminel. Et ce n'est pas un hasard si Karl Marx est devenu lui-même, en prenant ses distances avec la pensée hégélienne, si peu « idéaliste ». Oui, il faut mettre Paris en bouteille : sans si, sans alternatives, il n'y a pas de pensée, et tout moment de l'Histoire est la disparition de tant de si, puisque, du possible, seul un chemin est pris, mais JAMAIS le chemin pris est le SEUL chemin. Et si les faux « réalistes » craignent tant la pensée philosophique, c'est qu'elle est capable d'identifier les principes qui président à leur « réalité » : une « réalité » qui, ainsi déterminée par, est conditionnée par, peut être remise en cause.

Entre « l'idéalisme » (qui, lui, a, au moins, de l'idéal/des idéaux), et le pseudo « réalisme » hégélien, ce récit abstrait, intrinsèquement manichéen (qui finit par des égotistes/égoïstes qui se prennent pour « l'esprit du monde »...), entre Kant et Hegel, il faut choisir, et, depuis deux siècles, l'influence du second a été dramatiquement dominante, bien que la « lecture du journal du monde » ait seulement démontré un suivisme/fatalisme des événements du monde, la première posture officielle d'intellectuels, commentateurs des faits du monde. Il ne s'agit ni de seulement interpréter le monde, ni de vouloir le transformer, mais d'être capable de définir les fondamentaux d'une politique adaptée à la vie, pour la vie, et de promouvoir ces principes. Telle fut l'ambition, la volonté, d'un Marc Sautet, lorsqu'il créa et anima les premiers « cafés-philo », avant que cette définition même de ces espaces civiques destinés à redynamiser la conscience collective, ne soit oubliée, voire même contredite (par des inconscients ou des agents très conscients...).

Il faut prendre acte : bien souvent, que nos prédécesseurs furent bien meilleurs que nous ne le sommes, bien plus ambitieux, créateurs, imaginatifs, mais aussi, qu'ils furent aussi incohérents, timorés, peureux, passifs. Eu égard aux effets de cette passivité, les regrets sont éternels : il aurait fallu dire, agir, et nous n'avons rien dit, fait, ou si peu. Il nous appartient de décider si nous nous inscrivons dans cette passivité, ou... Si nous entendons clairement contredire cette passivité, il faut donc constater que, de par notre volonté même, l'enjeu réside dans cette « législation universelle », et que ce n'est donc pas un hasard si nos vies sont si puissamment affectées par des décideurs qui déterminent un contenu à des législations qui, bien heureusement si souvent, ne sont pas « universelles » - puisqu'il est fort heureux que ce qui est décidé trop souvent pour devenir la « législation française » ne soit pas celle des autres pays du monde, et parfois, souvent aussi, réciproquement. Ce n'est pas un hasard non plus si le lieu officiel de l'élaboration et de l'énonciation des lois soit si occupé par un consortium « libéral » permanent, qui interdit toute alternance, comme toute démocratie, réelle. Ce n'est pas un hasard si, en France, ce lieu est défini, dans son existence, ses droits, ses pouvoirs, ses limites, par une Constitution qui, à son sujet, dit, fait, tout et son contraire, comme avec « *le Parlement vote la loi* (...) », mais le même texte ajoute que « *le Premier ministre peut, après délibération du conseil des ministres, engager la responsabilité du Gouvernement devant l'Assemblée nationale sur le vote d'un projet de loi de finances ou de financement de la sécurité sociale* » : or si c'est le gouvernement qui décide, « vote » la loi, alors que la Constitution affirme que c'est « *le Parlement* » qui « vote la loi », il faut donc constater que la Constitution se contredit, et que, in fine, elle préfère le gouvernement au « parlement », alors que « *la souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum* » : si la souveraineté appartient au peuple, qu'un vote des électeurs a formé une « Assemblée », et que cette Assemblée ne peut voter parce que le gouvernement impose l'adoption de sa volonté propre, c'est que le gouvernement est, par la Constitution, placée au-dessus de la volonté, souveraineté, du peuple, et que cette Constitution est, par son énoncé même, caduque. Et il suffit de lire cette Constitution pour constater que, en effet, elle donne la primauté au président de la République, puis au gouvernement, et seulement après, au « Parlement » (en y incluant un Sénat dont les membres ne sont pas élus de manière directe par les citoyens). La Constitution de la 5ème République a été écrite pour court-circuiter la volonté/souveraineté populaire, et des minoritaires dirigent la France, très tranquillement, depuis 1958. Et ce n'est pas un hasard si, par cette Assemblée comme par les volontés du gouvernement, tant de lois nullement « universelles » ont été adoptées depuis 1958. Et il y a même un parti qui, explicitement, vise à adopter des lois non universelles, dites « nationalistes » - ce qui consisterait à prolonger exactement ce que nous subissons depuis 1958. Et ce n'est pas un hasard là encore si les chantres de ce nationalisme ne votent pas une motion de censure pour faire tomber un gouvernement illégitime, puisqu'il est foncièrement en accord avec lui (ce qui rend important les gesticulations destinées à donner le change sur son rapport avec le gouvernement).

Pour conclure, s'il faut se répéter, « *Mais quand le fascisme dressa son mur de fer contre les révolutions, sociales, communistes, quand il menaça, de guerres en Europe et de guerres civiles dans les pays dominés par, la pensée philosophique, pensée politique, les professionnels de « la Philosophie » restèrent, principalement, silencieux, ou faibles, superficiels et pour un Jean Cavallès, un Georges Politzer, un Vladimir Jankélévitch, il y eut beaucoup trop de « spécialistes en Philosophie » qui n'eurent rien à dire ni à faire* », c'est qu'il faut constater que, aujourd'hui encore, tant de ces professionnels se sont tus, se taisent, alors même que tant de « législations » non universelles, sont adoptées, imposées, alors même que, à Gaza, en Palestine, et selon des ONG, et deux institutions judiciaires mondiales, la CPI et la CIJ, un « génocide » est accompli - pour ne parler que de ce qui est le plus saillant dans les événements du monde. En un an et demi, certains ont trouvé le moyen de ne pas rédiger ni signer un seul texte, clair, sur cette situation mondiale et cette situation particulière, quand, hélas, certains sont allés jusqu'à approuver des crimes contre l'Humanité, de masse. Silences, ratiocinations, sophismes explicites, « sepulvedisme » (répétitions des principes violents d'un Ginès de Sepulveda), trop ont accompagné ces crimes, de ces fautes contre la pensée et la « loi morale ».

Face à ceux qui prétendent pouvoir ignorer des principes, ou les bafouer, il faut donc faire déjà ce que nous pouvons et qui est si peu : à commencer par dire, contredire, et s'expliquer. Et ainsi, nous parviendrons à, à nouveau, articuler politique et « Philosophie », d'une manière, enfin, beaucoup plus rigoureuse et volontariste, tant en France que hors de France - puisque, depuis 25 siècles, l'Histoire de l'Europe est têtue, déterminée à promouvoir, à chaque nouvelle génération, tous les Thrasymaques qui traînent, vendus-achetés, pour empêcher que prenne corps le début de commencement d'une « cité idéale » - un monde humain réellement plus fraternel, heureux, pacifique. Et si de telles intentions sont « utopiques », elles sont préférables au consentement, pire, au soutien, envers des volontés et des actions injustes. Mais il n'y a pas de pensée philosophique par la considération que ces intentions sont « utopiques » : l'Histoire humaine est « utopique », et nous vivons pourtant dans ce « lieu ». Ceux qui tiennent ce discours (ces intentions sont utopiques) sont bienheureux de bénéficier de tant de biens/services, par le travail, l'intelligence, de la majorité : quand des cadres qui perçoivent des rémunérations de plusieurs milliers d'euros expliquent à des travailleurs dont le salaire dépasse à peine les 1000 euros, que leur volonté d'être mieux rémunérée est utopique, il faut donc leur rappeler le principe de l'impératif catégorique kantien, et, ainsi, leur demander de choisir entre le fait de ramener leur propre rémunération à la hauteur de celle de ces travailleurs, ou de se taire, ou de dire quelque chose qui soit, enfin, pertinent; quand des dirigeants décident de faire « baisser les dépenses des finances publiques » en continuant de vivre comme des « princes », en s'autorisant à augmenter les dépenses en jetant l'argent par les fenêtres, en augmentant la dette « publique », que nous devons payer, puisque nous la payons déjà, par une contribution annuelle toujours plus importante), en faisant l'éloge, abstrait, du « travail », et ce alors que, pour certains, ils n'ont jamais réellement travaillé, il faut aussi le leur rappeler; quand certains osent se servir du mot « universel » pour promouvoir leurs volontés particulières, il faut aussi le leur rappeler. Mais puisqu'il est assez vain d'attendre que des incohérents ou des injustes cessent d'être ce qu'ils sont, il nous faut, nous, dire, ce qu'est une législation universelle, ce qu'est le « Bien » commun, en mettant fin ainsi à 5 siècles de machiavélisme, théorique et pratique - dont nul ne s'étonnera de trouver ici un éloge, sincère, mais creux, par... Stéphane Bern !

(1) <https://www.humanite.fr/en-debat/philosophie/critiquer-nest-pas-calomnier-la-pensee-de-hannah-arendt-nest-pas-de-gauche>